



En Indre-et-Loire, 11 100 habitants impactés par la Base de Défense de Tours

En 2017, 2 700 militaires sont affectés sur l'un des trois sites de la Base de Défense de Tours en Indre-et-Loire. Celle-ci génère une trentaine d'emplois chez les fournisseurs et sous-traitants. Les consommations quotidiennes de ces emplois directs et indirects ainsi que celles des familles résidentes (7 600 personnes au total) induisent 1 300 emplois dans le département. En tenant compte des familles liées à ces emplois induits, 11 100 personnes sont impactées par les trois sites de la Base de Défense. Si les personnes impactées par la base sont plus nombreuses à Tours et dans les communes avoisinantes, leur poids dans l'économie et la population locales est plus élevé dans des communes périphériques, situées à une trentaine de kilomètres de la métropole tourangelle.

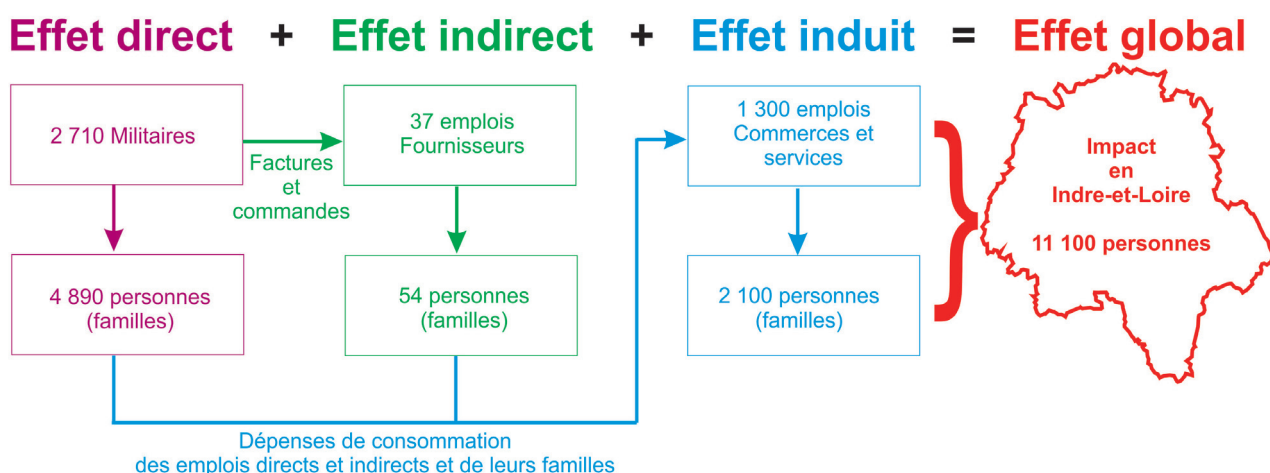
Auteur : Pierre Chapuis, Insee Centre-Val de Loire

La Base de Défense de Tours est un organisme interarmées qui possède des unités en Centre-Val de Loire et à Paris. Elle emploie au total, en 2017, 4 500 personnes (civils et militaires) et intègre des services de ressources humaines pour l'armée de Terre (870 emplois à Tours et à Paris) et l'armée de l'Air (400 personnes à Tours), des services de santé (Antennes de Tours, Romorantin et Châteaudun) et le Groupement de Soutien de Base de Défense (GSBDD) de Tours. Au sein de cet organisme, la Base Aérienne de Tours (B.A. 705) constitue l'unité la plus

importante. Cette dernière regroupe l'école de l'aviation de chasse, le centre de contrôle militaire (sécurité des voies aériennes) ainsi que des unités de l'État-Major pour un total de 1 000 emplois. Une partie importante du contingent est ainsi orientée vers les activités aériennes ; 45 % des effectifs sont rattachés à l'armée de l'Air (26 % pour l'armée de Terre). En Indre-et-Loire, la Base de Défense de Tours emploie 2 700 militaires et 760 civils. Elle est principalement localisée sur trois sites : Tours, Nouâtre, Cinq-Mars-la-Pile.

La Base de Défense de Tours fait partie des plus importants employeurs de l'Indre-et-Loire, derrière le Centre Hospitalier Régional Universitaire (4 800 emplois à Tours et 2 800 à Chambray-lès-Tours) et devant EDF (2 939 emplois) ou le département (1 970 emplois). En ajoutant les emplois des sous-traitants et des fournisseurs, ainsi que les emplois induits par les consommations quotidiennes des familles, les trois sites d'Indre-et-Loire de la base impactent au total 11 100 personnes (*figure 1*).

1 Un impact global de 11 100 personnes en Indre-et-Loire : effet cumulé des 3 sites de défenses tourangeaux



Note : une partie des fournisseurs traite des commandes nationales avec néanmoins un impact local (nettoyage, gardiennage). L'emploi et l'effet généré par ces commandes n'a pas pu être comptabilisé dans l'étude. En prenant en compte ces emplois, on évalue l'impact en Indre-et-Loire des fournisseurs autour de 90 emplois soit environ 200 personnes impactées.

Sources : Insee, Recensement de la population (RP) 2015, CLAP, DADS 2015 ; Base de défense de Tours

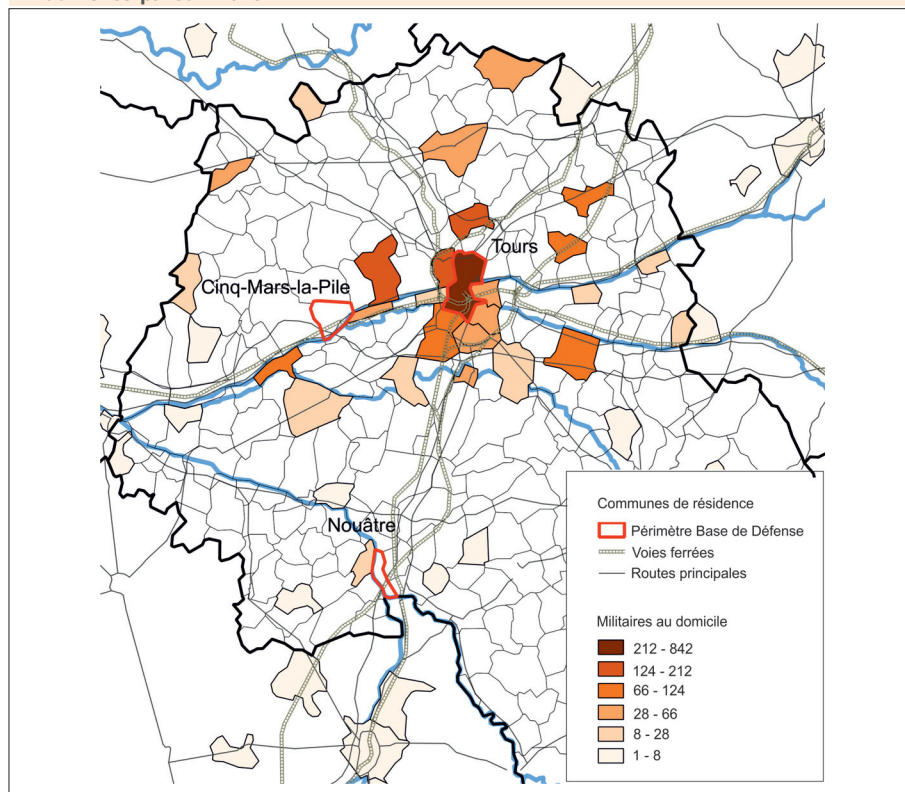
Encadré 1

L'Indre-et-Loire : démographie et économie

L'Indre-et-Loire se caractérise par une démographie dynamique depuis de nombreuses années. Au sein de la région Centre-Val de Loire, la population de ce département est celle qui a le plus progressé, avec le Loiret (+ 0,5 % entre 2010 et 2015 pour les deux départements). Tours, la ville la plus peuplée de la région (137 000 habitants), bénéficie d'un solde naturel et d'un solde migratoire positifs. Avec Joué-lès-Tours (38 000 habitants) et Saint-Pierre-des-Corps (16 000 habitants), Tours forme le centre économique et démographique du département. Comme ailleurs, les personnes de plus de 60 ans sont de plus en plus nombreuses (+ 12 % en 5 ans) alors que les 30-44 ans sont en recul sur la même période (- 2 %).

Sur le plan économique, les secteurs du département qui progressent le plus sont le commerce et les services (+ 2,6 %), l'emploi public, la santé et le social (+ 1,4 %) portés par les établissements universitaires de Tours. À l'inverse, le secteur de l'industrie a perdu 4 000 emplois sur la période.

2 Les domiciles des militaires centrés sur Tours et son unité urbaine : nombre de militaires domiciliés par commune



Sources : Insee, Recensement de la population (RP) 2015, CLAP, DADS 2015 ; Base de défense de Tours

Les militaires résident principalement au sein de l'agglomération de Tours

L'implantation tourangelles de la Base de Défense de Tours emploie 2 700 militaires. Tours regroupe 87 % de l'effectif, 11 % à Cinq-Mars-la-Pile. Le site de Nouâtre qui accueille la 14^e base de soutien du matériel n'emploie qu'une cinquantaine de personnes. Sur l'ensemble de ses trois sites, l'armée de l'Air représente 65 % de l'effectif global. L'effectif militaire affecté en Indre-et-Loire est en moyenne plus jeune que l'ensemble des travailleurs du département. Les militaires ont en moyenne 38,2 ans, soit deux ans de moins que la moyenne départementale des travailleurs (40,3 ans). Les 25-45 ans sont sur représentés avec 70 % des militaires dans cette tranche d'âge (50 % à l'échelle du département).

Les hommes du rang – grade le plus bas de la hiérarchie militaire – représentent 17 % de l'effectif des trois sites tourangeaux contre 41 % dans l'armée française. Le poids des sous-officiers, assimilés aux catégories B de la fonction publique, est le plus important (62 % contre 46 % dans l'armée française). 21 % des militaires sont des officiers contre 13 % dans l'armée française.

L'impact des militaires de la Base de Défense sur le département est lié à leurs lieux de résidence. Ils se concentrent pour la moitié d'entre eux à Tours et dans son unité urbaine (figure 2) (Saint-Cyr-sur-Loire, Luynes, Joué-lès-Tours...). Luynes, lieu de vie de 150 militaires, a une situation stratégique puisqu'elle se

situe à mi-chemin entre les sites de Tours et de Cinq-Mars-la-Pile.

En dehors de l'unité urbaine de Tours, la ville de Chanceaux-sur-Choisille héberge plus de 150 militaires travaillant principalement sur la base de Tours. La commune de Bréhémont profite aussi de sa proximité avec Cinq-Mars-la-Pile, 120 militaires habitent cette commune dont plus de la moitié sont affectés à Cinq-Mars-la-Pile. Le site de Nouâtre, impacte principalement la commune de Marcilly-en-Vienne où 40 % des militaires du site résident. Le reste des effectifs de Nouâtre habite Tours et Joué-lès-Tours. Un deuxième groupe de communes accueille une centaine de militaires chacune et sont situées plus loin à l'est et au nord de Tours : Neuillé-le-Lierre, Chançay et Athée-sur-Cher. Enfin trois communes, Les Hermites, Beaumont la Ronce et Lublé, situées dans un périmètre plus éloigné au nord de Tours accueillent chacune entre 40 et 60 militaires.

Les militaires affectés sur l'un des trois sites d'Indre-et-Loire sont pour la plupart installés avec leur famille dans le département. En comptant les conjoints et les enfants, 7 600 personnes sont directement impactées par la Base de Défense. Leur statut familial ne diffère pas beaucoup du reste de la population du département, la moitié des militaires est mariée et un cinquième est en concubinage ou lié par un Pacs. Près de 27 % des militaires sont célibataires ou divorcés. Les militaires ont plus d'enfants à charge que le reste de la population. Si près

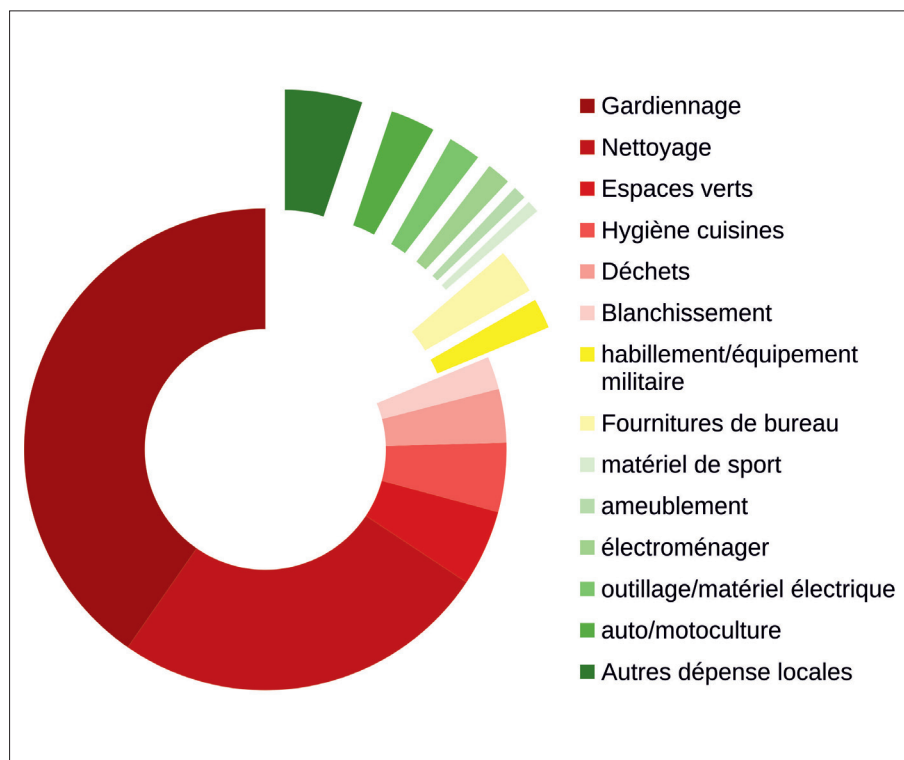
de la moitié des ménages du département n'ont pas d'enfants (47 %) ou un seul enfant (à 24 %), les militaires ne sont que, respectivement 32 % et 19 % dans ces deux cas. Les familles de militaires avec 2 enfants ou plus sont sur représentées alors qu'elles représentent 34 % des ménages d'Indre-et-Loire.

Les enfants de militaires représentent 2,8 % des effectifs départementaux des classes de primaire et 2,5 % de ceux de maternelle.

Un budget de fonctionnement de 2,7 millions d'euros mais peu d'emplois indirects

Pour assurer son fonctionnement général, la Base de Défense de Tours passe par des marchés nationaux. Ces dépenses dépendent donc de négociations centralisées au niveau national, sans autonomie dans le choix des fournisseurs. Les entreprises impactées par ces dépenses sont le plus souvent installées en dehors d'Indre-et-Loire. La base possède par ailleurs un budget autonome pour ses dépenses courantes. Elle sollicite ainsi des enseignes de grande distribution ou des professionnels pour se fournir en petit matériel ou en alimentation pour des événements ponctuels.

La plus grosse part des dépenses de la Base de Défense passe donc par des contrats nationaux négociés directement par le ministère de la Défense avec des entreprises intervenant sur le site. L'ensemble de ces dépenses s'élève à 2,2 millions d'euros en 2017, soit 82 % de ses dépenses totales (figure 3). Le



Sources : Insee, Recensement de la population (RP) 2015 ; Base de défense de Tours

gardiennage des sites est le premier poste budgétaire. La moitié des dépenses permet d'utiliser les services de sociétés de surveillance engagées pour assurer la sécurité des sites militaires. Le nettoyage et l'entretien des locaux constituent le deuxième poste de dépenses (un tiers des dépenses). Viennent ensuite les dépenses d'entretien d'espaces verts et de plonge (6 % des dépenses chacun) puis la gestion des déchets (5 %) et le blanchissage des vêtements (3 %). La Base de Défense de Tours fait ainsi travailler une quarantaine de personnes entre la surveillance du site et les tâches de nettoyage.

Pour son fonctionnement courant, la Base de Défense de Tours a dépensé 500 000 euros en 2017. Ce montant correspond d'une part aux commandes auprès de plate-formes nationales ou d'entreprises installées en dehors de la région et d'autre part aux dépenses auprès d'entreprises régionales situées à proximité de la Base de Défense (grandes surfaces, entretien des véhicules...). Ces dernières font partie de l'économie locale et ont un impact plus important sur la région. La première catégorie regroupe principalement les frais de fourniture de bureau (16 % des dépenses courantes) et des achats spécifiques à l'habillement des militaires (uniformes, housses, médailles...) dont les commandes sont faites à distance. Dans la deuxième catégorie, les enseignes locales qui bénéficient le plus des dépenses de la base sont les grandes chaînes de magasins spécialisées. L'outillage représente ainsi 10 % du budget, 8,5 % concerne l'électroménager pour l'équipement des locaux. La Base de Défense

effectue aussi des dépenses pour l'entretien de ses véhicules (10 %) ou de ses engins de motoculture (6 %) et ce auprès d'entreprises du département. La nourriture et les soins aux animaux (chiens militaires et rapaces pour la protection des pistes) représentent 3 % des dépenses.

En termes d'emplois, les dépenses courantes et celles qui passent par des marchés nationaux n'ont pas le même impact sur le département et la région. Même si les marchés nationaux sont négociés auprès d'entreprises implantées en dehors du département, il est probable que les agents de sûreté ou le personnel d'entretien des locaux habitent dans la zone d'influence de la Base de Défense. Leur impact n'est néanmoins pas évalué. Les deux secteurs qui contribuent ainsi le plus à l'effet indirect sont le nettoyage de bâtiments (30 emplois) et les activités de sécurité privée (deux entreprises pour 17 emplois dont l'impact n'a pas été localisé dans le département). À l'inverse, les enseignes locales auprès desquelles la base se fournit pour ses dépenses courantes contribuent faiblement à l'effet indirect. Bien que leur nombre soit important (une cinquantaine pour les principales), elles n'entraînent presque pas d'emplois indirects dans le département.

La notion d'impact de la Base de Défense sur son environnement passe aussi par le poids des dépenses de la base dans le chiffre d'affaires de ses fournisseurs. Plus cette part est importante, plus le fournisseur est dépendant

Le départ de l'école d'aviation et le renforcement des effectifs du ministère des armées à Tours

Installée sur la base aérienne de Tours depuis 1961, l'école d'avions de chasse de la base aérienne 705 Tours- Saint Symphorien va être transférée progressivement vers la BA 709 de Cognac d'ici 2021. Les activités aéronautiques des armées cesseront alors à Tours.

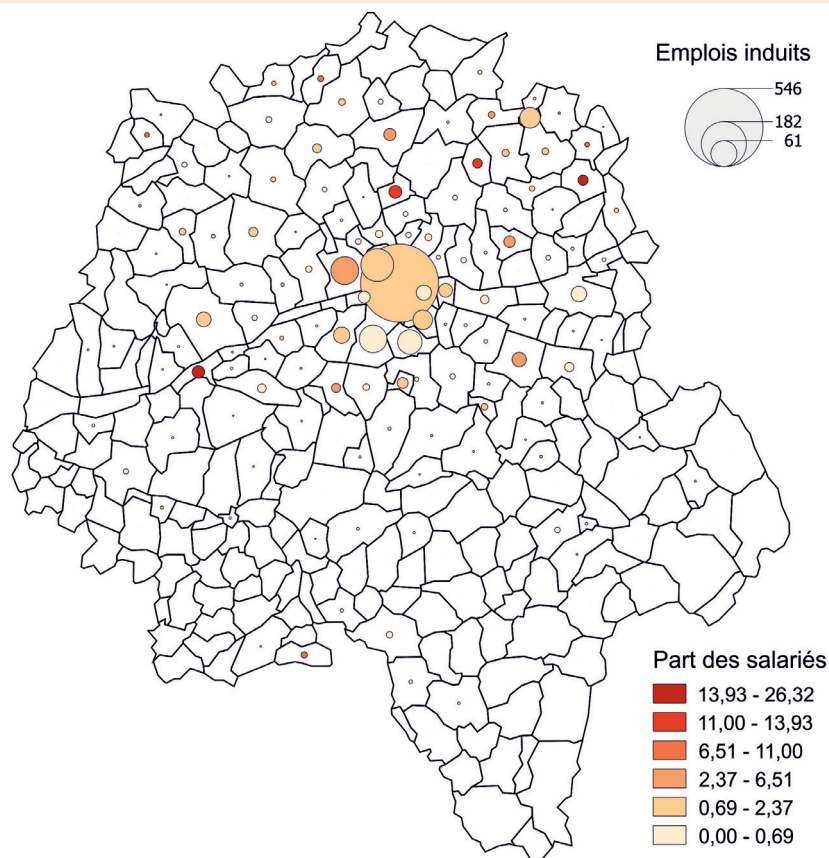
En revanche, la zone de vie de la BA 705, occupée par différentes formations de l'armée de l'air et plusieurs directions et services du ministère des armées est conservée. La direction de la médecine des forces (DMF) de la direction centrale du service de santé des armées s'est installée sur l'emprise à l'été 2018. Cette démarche qui s'inscrit dans la continuité de l'installation des DRH d'armées démontre bien que l'attractivité de Tours pour le ministère des armées ne se dément pas. Ainsi, sur la durée de la loi de programmation militaire 2014-2019, la garnison de Tours a connu une grande stabilité de ses effectifs, qui progresseront même dans les prochaines années pour s'établir à plus de 3500 postes.

La fermeture de l'école d'aviation s'accompagne donc d'une recomposition dans la nature du personnel avec progressivement moins d'effectifs directement dédiés aux activités opérationnelles et davantage d'effectifs administratifs et de soutien.

de ses échanges commerciaux avec la Base de Défense. On constate selon ce critère que l'activité de création de vêtements pour les militaires (le couturier des armées) est la plus dépendante de la base.

Elle est en effet directement liée à l'importance du personnel sur celle-ci. La seconde activité la plus dépendante est la sécurité privée. Les entreprises qui assurent l'entretien des locaux sont quant à elles dépendantes de la base pour un dixième de leur activité. Comme pour les activités de surveillance, ces entreprises sont moins sensibles à la variation du nombre de militaires sur place, car elles sont attachées aux bâtiments. Les activités d'entretien des espaces verts sont au troisième rang avec 4 % de leurs activités dépendant de la base. La dernière catégorie, sensiblement dépendante, concerne l'entretien des véhicules. Entre l'achat de pièces et les contrôles techniques, 2,5 % de l'activité de ces entreprises est impacté par les besoins militaires.

4 Des emplois induits concentrés sur Tours et son agglomération mais dont le poids est plus important dans les communes périphériques



Sources : Insee, Recensement de la population (RP) 2015 ; Base de défense de Tours

L'impact des emplois induits surtout sensible dans les petites communes

Les effets directs et indirects totalisent près de 2 800 emplois dans le département. 7 700 personnes sont concernées par ces emplois en tenant compte des familles des travailleurs. Les consommations de ces employés directs et indirects et de leur famille (figure 1) engendrent 1 300 emplois dans le département, effet induit des trois sites d'Indre-et-Loire.

Cet effet induit se retrouve dans la sphère présentielle de l'économie, qui produit les biens et les services visant la satisfaction des besoins des personnes résidentes dans la zone d'étude. Les deux premiers secteurs d'activité impactés sont la santé et l'administration publique. Ils totalisent à eux deux plus de 40 % de l'effet induit. Cela concerne le fonctionnement des

hôpitaux et des activités médicales du territoire ainsi que les services publics très implantés dans l'agglomération tourangelle, vient ensuite le commerce (15 % de l'effet induit) avec en tête les grandes et moyennes surfaces alimentaires. L'ensemble du commerce automobile est lui aussi fortement impacté par la présence des familles liées de manière directe ou indirecte à la Base de Défense.

Géographiquement, ces emplois se répartissent autour de l'agglomération tourangelle. Leur impact sur l'emploi local est cependant plus marqué en s'éloignant de Tours (figure 4). En effet, si leur nombre est élevé sur l'agglomération et sa périphérie immédiate, l'impact est faible au regard du grand nombre d'emplois de la zone. À l'inverse, dans des communes périphériques où le nombre d'emplois

Définitions

Effet direct : il comptabilise le personnel militaire sur le site de la base aérienne 705 de Tours localisés à leur lieu de travail.

Effet indirect : il comptabilise les emplois des établissements réalisant les commandes en biens et services de la BA 705, à leur lieu de travail. Ces commandes correspondent à l'ensemble des facturations d'une année donnée aux fournisseurs et prestataires hors marchés nationaux. Cet emploi est calculé au prorata du montant des commandes dans le chiffre d'affaires des entreprises.

Effet induit : généré par les salariés, il comptabilise les emplois créés par la consommation courante des salariés des effets directs et indirects et de leurs familles respectives. Ces emplois sont localisés à proximité du lieu de résidence des salariés.

Effet global : ensemble des emplois directs, indirects et induits.

Méthodologie :

Cette étude donne une estimation du nombre d'emplois et de personnes liés aux activités des trois sites de la Base de Défense de Tours. Elle fournit une estimation à minima de l'influence de la base. Elle ne retient que 2 700 salariés sur les 3 500 présents sur site. En l'absence de renseignements sur les lieux de résidence des personnels des autres armées ou stagiaires, ceux-ci ne peuvent être intégrés dans les calculs. De plus, l'exhaustivité de la sous-traitance locale issue de marchés nationaux n'est pas totalement garantie.

induits est plus faible, leur poids dans l'économie locale est plus important du fait d'un moindre nombre d'emplois sur place. On peut ainsi définir trois zones d'impact des emplois induits. Tours et son aire urbaine concentrent 80 % des emplois induits mais leur poids n'excède pas 10 % de l'emploi local. La zone périphérique située entre 15 et 30 km de Tours et influencée à l'Ouest par le site de Cinq-Mars-la-Pile. On y retrouve 15 % de l'emploi induit et leur poids dans l'emploi local est supérieur à 50 %. Cette zone serait sans doute la plus sensible à une variation de l'emploi sur la Base de Défense. Enfin des petites communes à la frontière nord du département et au sud près de Nouâtre sont impactées à plus de 50 % par la base mais pour un volume d'emplois très faible. ♦

Insee Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier
45034 Orléans Cedex 1

Directrice de la publication :
Yvonne Pérot

Chef de service :
Vincent Bernard

Chef de projets :
Rémi Josnin

Rédactrice en chef :
Muriel Auzanneau

Relations médias :
medias-centre@insee.fr

ISSN 2262 - 5828
©Insee 2019

Bibliographie

- [Plus de 1 500 personnes potentiellement impactées par les restructurations de la base aérienne dans l'arrondissement de Châteaudun depuis 2017, Insee Analyse Centre-Val de Loire n°5, octobre 2014.](#)
- [Retour sur les résultats des analyses d'impacts de fermetures d'établissements militaires, Le bulletin de l'observation économique de la défense n°108/109, juin 2018.](#)
- [Les militaires et leur famille, Direction des ressources humaines du ministère de la défense, juin 2010.](#)
- [Les effectifs de la défense, Annuaire statistique de la défense, édition 2016.](#)

